

III. De twee wereldoorlogen / Les deux guerres mondiales

JOHN HORNE & ALAN KRAMER

«German Atrocities, 1914. A History of Denial»

New Haven/Londres, Yale University Press, 2001, 606 p.

Le livre de John Horne et Alan Kramer était attendu avec impatience depuis plus d'un an dans le petit milieu des spécialistes de la Grande Guerre. Le résultat ne décevra personne : il s'agit d'un grand livre qui éclaire d'une façon originale la Première Guerre mondiale, cette guerre des nationalismes par excellence, à partir d'un phénomène transnational : les massacres de civils en Belgique et dans le Nord de la France. La question des "atrocités allemandes de 1914" versus les "légitimes représailles contre les Francs-Tireurs" est aussi vieille que les événements eux-mêmes. La virulence des polémiques suscitées montre que la façon d'interpréter ces violences détermine le sens même que les belligérants se sont donné du conflit. Le Traité de Versailles, d'ailleurs, sera considéré par les Alliés (y compris la Belgique) comme une revanche morale sur la "barbarie teutonne". Et les grandes figures militaires allemandes seront poursuivies pour "crimes de guerre". Toutes choses incompréhensibles pour l'opinion allemande qui subira la paix comme une injustice. Pourtant la question des atrocités ne s'achève pas là : au contraire, elle traversera pratiquement tout le XX^e siècle, incarnant de nouveaux enjeux, déplaçant les problématiques et marginalisant les mémoires locales... Question difficile donc, où réalités factuelles et systèmes de représentations s'entremêlent inextricablement, où systèmes de croyances et

pratiques de violence s'influencent mutuellement. Question magistralement analysée pourtant par les deux professeurs du *Trinity College* de Dublin qui ont travaillé pendant près de dix ans et fouillé les archives de huit pays différents (France, Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, USA, Russie, Italie et Irlande). La rigueur du questionnement, la richesse des sources utilisées et les nuances dans l'expression des résultats méritent d'emblée d'être saluées.

Le livre est organisé en quatre parties qui correspondent aux différentes étapes de la problématique. La première partie retrace, en deçà de tout jugement ou interprétation, la réalité des massacres de civils. La deuxième partie analyse les perceptions de cette réalité d'une part par les Allemands, d'autre part par les Alliés. La troisième partie interroge "la guerre des mots", c'est-à-dire le sens de la guerre lié aux différentes interprétations des massacres. La quatrième partie, enfin, concerne l'évolution des polémiques après 1919 et les mémoires de guerre.

Si l'essentiel de l'ouvrage porte sur l'analyse des systèmes de représentations à l'œuvre dans la guerre, pour que cette analyse ait quelque pertinence et un tant soit peu de profondeur, il fallait d'abord planter le décor, c'est-à-dire décrire les faits : que s'est-il réellement passé ? Or, cette question apparemment simple se révèle extrêmement compliquée puisqu'elle est au cœur même des polémiques qui suivront. Croisant les témoignages des victimes et des soldats impliqués, faisant appel aux correspondances privées notamment de généraux allemands et ajoutant les directives officielles tant

allemandes que belges et françaises, les auteurs arrivent à brosser un tableau assez fiable des événements et dégonflent quelques mythes véhiculés de part et d'autre. Ainsi, la "levée en masse" (*Volkskrieg*) à laquelle les Allemands croient – et qui servira à légitimer les massacres – n'a eu lieu ni en Belgique ni dans le Nord de la France. En outre, l'idée que les citoyens belges ont été encouragés à la résistance par le Gouvernement belge se révèle également fausse. Dès le 5 août 1914, le ministère de l'Intérieur prévient la population, par voie d'affiche, qu'elle ne peut pas résister et doit déposer les armes dans les communes. Or, cet appel a été largement suivi dans l'ensemble du territoire. Enfin, le rôle attribué à la garde civique est aussi un leurre : la plupart des massacres ont été perpétrés à des endroits où elle n'était pas active, voire complètement absente. À l'inverse, l'accusation de préméditation des massacres ne tient pas à l'analyse. Au plan typologique, la logique de violence diffère selon les endroits : 65 % des incidents sont liés aux combats, 22 % sont provoqués par des paniques chez les soldats allemands et 25 % représentent des boucliers humains. Au plan chronologique, les auteurs dégagent deux vagues de violence : la première, du 5 au 8 août, est liée à la défense de Liège et la seconde, du 18 au 31 août, est la plus meurtrière³. Ils arrivent à un total de 6.427 civils tués d'août à octobre 1914 dont 5.521 Belges.

Décrire les faits est une chose, les comprendre en est une autre. Pour avancer sur ce terrain, encore plus complexe que le premier, il fallait examiner la façon dont les massacres ont été perçus par les différents belligérants et interroger les différentes interprétations en termes de systèmes de représentations collectives.

Du côté allemand, les massacres sont chaque fois légitimés par la présence supposée de Francs-Tireurs. Dès 1916, un jeune sociologue de l'Institut Solvay, Fernand Van Langenhove, a tenté de comprendre pourquoi les Allemands ont collectivement cru à quelque chose qui n'existait pas. Ses analyses restent aujourd'hui encore étonnamment pertinentes, quoique incomplètes⁴. Il constate que la croyance des soldats allemands repose sur quelques motifs mythiques répétés à l'infini (bandes de Francs-Tireurs, prêtres excitants les foules, etc...). Ces mythes réduisent les nombreuses expériences étranges ou inexplicables, donc anxieuses, en une conspiration claire : la "levée en masse". Ce récit cohérent permet au soldat qui y croit d'être restauré dans la sensation de contrôler, de comprendre la réalité. Les soldats, traumatisés par les débuts de la guerre, re-construisent leurs souvenirs en fonction de leur croyance, quitte à inventer ou à prendre les conséquences pour des causes. Et l'approbation de ces récits par le groupe augmente les distorsions de la mémoire individuelle.

3 Voir à ce sujet, les tableaux détaillés présentés en annexe du livre (p. 435-439).

4 En effet, il ne s'intéresse qu'à la réelle croyance des soldats en la présence des Francs-Tireurs. Il ne fait donc pas d'analyse spatio-temporelle du phénomène (et passe à côté du lien entre l'invasion et la croyance activée); il fait l'impasse sur le rôle du Haut Commandement ou les manipulations des propagandistes; et enfin, il n'analyse pas la réponse alliée aux atrocités (récits de mutilations, viols, mains coupées).

Mais le contenu de ces croyances n'a pu être inventé sous le choc des événements : il s'agit d'idées préconçues (les Francs-Tireurs de 1870) réactivées par le trauma de guerre. L'analyse de Marc Bloch rejoint celle du sociologue belge lorsqu'il affirme qu'une rumeur s'enracine toujours dans des représentations qui sont antérieures à l'apparition de la rumeur⁵. Ainsi, les récits de Francs-Tireurs permettent d'expliquer quasi tous les événements inexplicables. Les premiers récits apparaissent dès le 4 août 1914 et se répandent dans la presse allemande à partir du 9 août. L'image du Franc-Tireur est l'inversion de l'image de soi positive des militaires allemands. Le Franc-Tireur est lâche et invisible, tricheur et déguisé, cruel donc criminel... Or, tout homme en âge de servir est un Franc-Tireur potentiel. C'est la conséquence des Etats modernes dotés d'Armée de la Nation. Mais, en Belgique, la conscription n'étant pas complète, il y a beaucoup d'hommes dans les champs ou dans les usines. Par ailleurs, les récits allemands mettent en scène des atrocités (mutilation de soldats blessés, oreilles coupées, empoisonnements, yeux crevés, etc...) commis par des femmes et des enfants⁶. Autrement dit, tout civil est perçu comme un danger. En outre, à cette image du Franc-Tireur, s'ajoute l'idée d'une résistance collective organisée par le Gouvernement belge et son roi, véritable conspiration collective du peuple tout

entier (surtout si l'on ajoute le motif spécifique du prêtre catholique fanatisant ses ouailles). Bref, les victimes des massacres sont transformées en dangereux prédateurs, cause même de l'insécurité des militaires allemands en territoire ennemi. Le fait que ces récits apparaissent simultanément un peu partout sur le front (soit 300 km) prouve que ces croyances existaient avant l'invasion et qu'elles furent réactivées à ce moment-là.

Les auteurs se sont donc penchés sur ce moment particulier. La stratégie d'encercllement pour anéantir la France reposait sur une nécessaire rapidité des troupes à travers le territoire belge. La résistance inattendue de Liège provoque immédiatement des récits de Francs-Tireurs. Mais les auteurs ne se demandent pas si cette résistance a réellement ou non retardé l'avance des troupes. Quoiqu'il en soit, les soldats allemands sont épuisés et désorientés (sans compter la consommation d'alcool qui provoque l'indiscipline des soldats). Certains soldats impliqués dans les massacres de Dinant avaient marché plus de 60 km juste avant ces faits. Par ailleurs, le plan Schlieffen attend tout ou presque d'un grand affrontement avec les troupes françaises. Or, la stratégie belge de l'escarmouche augmente à la fois la peur et la frustration, suscite le mépris pour cette armée de lâches qui sans cesse refusent le combat, et provoque

5 L'Histoire ne manque pas d'exemples de peurs qui se transforment en réelles illusions collectives, surtout en période de guerre ou de révolution (comme la peur des brigands en France en 1789 ou en Normandie en 1848).

6 Les violences perpétrées par les Belges contre les résidants allemands et autrichiens à l'annonce de l'ultimatum, le 2 août, ont alimenté ces récits. Or, le gouvernement belge a été choqué par le comportement des Belges (surtout à Bruxelles et Anvers) au point de demander une enquête. En réalité, il n'y eut pas de meurtres, mais uniquement des bris de vitrines et des attaques contre des entreprises allemandes (cf. p. 114).

un désir de vengeance (même les pillages seront des vengeances où l'on détruit ce qu'on ne peut emporter). Lorsque l'affrontement attendu arrive, en septembre et en octobre, sur la Marne et l'Yser, la légende des Francs-Tireurs s'avère moins nécessaire.

Toutefois, ni les prédispositions ni les circonstances militaires ne suffisent à expliquer l'extraordinaire force de mobilisation de la légende des Francs-Tireurs. La rumeur se répand comme une traînée de poudre, via les chemins de fer, la presse, etc, provoquant une spirale de terreur chez les Allemands : la peur des Francs-Tireurs s'alimente à la peur elle-même plus qu'aux événements.

La puissance d'un mythe, comme celui-ci, dépend de l'enracinement dans les mentalités avant son émergence lors de circonstances précises. L'expérience des Francs-Tireurs de 1870 faisait partie de la formation militaire avant 1914⁷. La "levée en masse" décrétée par le gouvernement provisoire français était l'inacceptable revers de la médaille des guerres modernes menées par les Etats-Nations. Bismarck avait, d'ailleurs, ordonné que tous les villages "traîtres" soient brûlés. Ces idées sont transmises à l'armée de 1870 à 1914, par ceux qui l'ont vécue (comme von der Goltz, von Einem ou von Emmich), dans la formation des cadets et, plus largement, par les récits de guerre et les romans. Si bien que chez les officiers se développe une véritable haine des

Francs-Tireurs perçus comme des traîtres et des assassins qui brisent les règles du jeu militaire entre professionnels. Ces idées sont tellement enracinées que l'Allemagne, qui a pourtant signé les Conventions de La Haye de 1899 et 1907, n'intègre pas la légalité de la résistance civile (obtenue par les petits pays contre l'avis de l'Allemagne et de la Russie⁸), comme le prouvent le *Kriegsbrauch im Landkriege* publié en 1902, le *Felddienstordnung* de 1908 et les manuels militaires de 1910. Pour l'Allemagne, la Convention de La Haye n'est qu'une hypocrisie décadente.

Certes, il y a des pacifistes allemands et des sociaux-démocrates dans l'armée. Mais leur influence est restreinte : les valeurs dominantes sont celles du corps des officiers (classe moyenne montante dans la société allemande de l'époque). Or, ces valeurs sont un mélange entre la mémoire de 1870 et un nationalisme militariste influencé par le darwinisme social et le pangermanisme. Il s'agit, selon les auteurs, d'un univers mental paranoïde qui, d'un côté, exalte la supériorité allemande et, de l'autre, joue avec l'image d'un ennemi terrifiant. L'ennemi de l'intérieur, c'est-à-dire toutes les minorités anti-nationalistes (les catholiques, les Alsaciens, etc), est prêt à trahir; tandis que l'ennemi de l'extérieur (la France dégénérée, par exemple) cherche à encercler et étouffer la vitalité allemande. Dans cette vision nationaliste et militariste, la guerre devient une sélection négative des plus faibles (les petits pays sont naturellement destinés

7 En 1870-1871, il y eut, parmi les troupes françaises, 300 unités de Francs-Tireurs, soit 57.600 hommes, responsables de la perte de près de 1.000 soldats dans l'armée allemande.

8 Leur argument est que la résistance des civils (levée en masse) est inefficace et provoque des représailles très violentes (p. 144-147).

à disparaître) ⁹ qui permet de liquider les ennemis internes au profit de l'unité allemande et de triompher dans la lutte pour la survie; mais elle offre aussi un terrain fertile à la légende des Francs-Tireurs. Ainsi, la façon dont les Allemands ont fait la guerre en 1914 a été une réponse aux Francs-Tireurs. Toutefois, les massacres de civils n'ont pas été une réponse préparée et cohérente. Si dans plusieurs cas c'est le Haut Commandement lui-même qui revendique ou ordonne les violences (Tamines, Andenne), dans d'autres cas les violences sont déclenchées par des paniques chez les soldats (Louvain). Certes, le massacre d'Andenne est annoncé à Liège par voie d'affiches le 22 août et von Moltke ordonne le 27 août la plus extrême sévérité, mais à cette date la plupart des massacres ont déjà eu lieu. Il semble que ces ordres sont surtout des réactions du Haut Commandement pour maîtriser la spirale de peur des Francs-Tireurs qui s'est enclenchée. En tout cas, on ne trouve aucun ordre concernant les Francs-Tireurs avant l'invasion elle-même.

Du côté allié, les massacres de civils sont perçus comme des "atrocités" dont l'ensemble de l'armée, voire le peuple allemand tout entier, est responsable. La France est la première à dénoncer ces "actes d'une indescriptible sauvagerie" qui ne peuvent susciter que "l'indignation du monde civilisé". En Belgique, le ministre de la Justice, Henri Carton de Wiart, établit une commission d'enquête dès le 7 août. Si la presse est au départ dubitative, dès le 11 août *Le Soir* publie un article intitulé

"Les Barbares". Le 14 août, la commission belge condamne les "atrocités allemandes" et le 25 août les autorités belges envoient leur première note de protestation aux Alliés et aux neutres. En Grande-Bretagne, le doute ne disparaît qu'à la troisième semaine d'août et devient un thème majeur qui justifie son entrée en guerre. Dès la fin du mois d'août, le terme "atrocités" est devenu un lieu commun. Notons que partout la dénonciation des massacres de civils se fait en termes moraux. Les récits d'atrocités se répandent via les réfugiés belges et français, ainsi que par le biais des soldats blessés rapatriés à l'arrière. Ils sont diffusés par la presse, les dessins et les affiches, et vont susciter des paniques dans les zones menacées (au point que les autorités civiles et militaires françaises tenteront de freiner ces récits).

Les récits des atrocités, comme les récits de Francs-Tireurs, sont des reconstructions qui ordonnent l'expérience chaotique de l'invasion et la rendent intelligible. L'analyse des témoignages (beaucoup ont disparu) montre le décalage entre la perception des témoins et la réalité ¹⁰. Ce sont essentiellement des récits de terreur qui témoignent du sentiment de vulnérabilité des civils, de l'attachement à la propriété et aux lieux symbolisant les communautés (église, école, place publique, etc...). Dans ces récits, la violence semble tantôt totalement arbitraire et imprévisible, tantôt systématique et planifiée. Tous ces récits affirment qu'il n'y avait pas de Franc-Tireurs, mais que les Allemands ont pris des soldats belges ou français

⁹ La résistance belge sera d'autant plus exaspérante !

¹⁰ Il y a beaucoup trop de récits d'atrocités contre des soldats blessés (30 %), or rien ne vient corroborer ces récits. Par contre, les récits de viols sont trop rares (2 %).

pour des Francs-Tireurs ou que les soldats allemands se sont tirés les uns sur les autres. Bref, les témoins croient avoir l'explication du malentendu. Dans les dépositions de témoins auprès des commissions alliées, deux thèmes vont avoir un impact particulier sur l'opinion publique et la construction des atrocités allemandes : les viols et les mutilations. Les auteurs relèvent le lien qui existe entre la pratique des viols et la légende des Francs-Tireurs : les femmes, accusées d'arracher les yeux des blessés et d'empoisonner les soldats, méritent d'être punies et humiliées. Mais il est difficile d'établir la réalité des viols. En revanche, il est clair que le viol fait partie intégrante des "atrocités allemandes" dans l'opinion publique et témoigne de l'importance du traumatisme des hommes incapables de défendre leur femme et leur famille. Quant aux récits de mutilations, très nombreux, rien ne vient corroborer leur réalité, mais ils expriment la terreur vécue, le sentiment d'être dominé par la brutalité, l'impuissance masculine à jouer son rôle traditionnel de protecteur et l'importance grandissante de l'enfant dans la société de l'époque. Ainsi, les récits inventés (que l'on rencontre chez les réfugiés belges, puis dans la presse) des enfants aux mains coupées et des soldats allemands retrouvés avec des mains coupées dans les poches sont tous bâtis de façon identique : une petite victime silencieuse, une explication donnée par un adulte, l'absence de témoignage direct, une foule de détails sordides qui viennent combler le manque de réalité...

La presse a joué un rôle capital dans la diffusion de ces récits. Or, les journalistes avaient peu d'informations. La presse française, par exemple, dépend de la

presse britannique pour la couverture des événements en Belgique. Dans un premier temps, les journalistes devront se contenter des témoignages de quelques réfugiés, les récits et les photos n'arrivant qu'après l'invasion. Mais ils ajouteront des éditoriaux et des dessins frappants qui opposent l'Allemagne cruelle et immorale aux Alliés, victimes innocentes, généreuses et morales; car c'est bien la 'nature' allemande qui explique les massacres de civils... Notons que le but des témoins, comme de la presse, n'était pas de désinformer l'opinion : les récits fantaisistes, issus d'événements réels, étaient devenus des allégories portant un message plus profond de peur et d'indignation morale. Toutefois, ces récits ne s'expliquent pas seulement par leur lien à la réalité, mais aussi par l'arrière-fond mental et culturel dans lequel ils s'enracinent : on retrouve le vocabulaire nationaliste d'avant 1914 qui oppose "Civilisation" et "*Kultur*". La "Civilisation", c'est le progrès et le droit, le respect des individus et de la propriété. La "*Kultur*" va devenir l'essence même de la barbarie. Dans cette optique, la destruction de monuments historiques, comme la bibliothèque de Louvain ou la cathédrale de Reims, sera présentée et perçue comme une attaque délibérée contre l'identité nationale, synonyme de Civilisation. Les thèmes coloniaux du "sauvage" et du "cannibale" sont également très présents. Ils s'enracinent dans la culpabilité des pays coloniaux vis-à-vis des atrocités commises contre les indigènes. Ainsi, les récits des enfants aux mains coupées que l'on ne trouve que chez les Belges apparaissent comme l'inversion du scandale des atrocités commises par le colonisateur au Congo : la culpabilité belge de 1903-1908 s'inverse en

une victimisation de la Belgique de 1914. Les Allemands sont accusés de traiter les civils “comme des nègres”. A l’inverse, les troupes coloniales alliées sont accusées des pires exactions par les Allemands. Un autre réservoir d’images collectives est celui de la ‘criminalité’ : les Allemands sont qualifiés de “criminels”, “félons”, “bandits” ou “assassins”. L’invasion a rompu l’ordre légal qui protégeait les vies et les biens : les exactions allemandes seront d’autant plus mal perçues que les sociétés européennes étaient devenues plus sensibles à la violence (criminalisation des comportements déviants, recul des assassinats, mais augmentation des vols, etc...). La fascination pour les crimes violents véhiculée par la presse à sensation en était le corollaire. Au total, les récits des atrocités allemandes, comme la légende des Francs-Tireurs, permettent de rendre intelligible l’expérience de l’invasion et lui donnent sens. Toutefois, contrairement à la légende des Francs-Tireurs, les récits des atrocités s’enracinent dans du réel. La différence est de taille.

Ces deux visions opposées de l’invasion vont se radicaliser jusqu’à l’irréconciliable et provoquer une bataille de papier jusqu’en 1916 au moins. Cette bataille morale sera d’autant plus âpre que l’enjeu n’est rien moins que le sens même de la guerre. D’un côté, les Allemands accusent les gouvernements belge et français d’appeler à la levée en masse; de l’autre, les Alliés accusent l’Allemagne d’atrocités envers des civils innocents. La première

commission belge, fondée le 18 août à Anvers par le gouvernement belge, produit un premier rapport sur les événements d’Aarschot le 28 août et un second sur ceux de Louvain le 31 août. Ensuite, elle suit le gouvernement au Havre et poursuit ses travaux à partir des témoignages de réfugiés : le rapport sur la province de Liège n’est clôturé qu’en mai 1915 et celui sur le Hainaut en octobre de la même année. Au total, le Bureau documentaire belge estime le nombre de victimes civiles à près de 6.000, ce qui n’est pas loin de la réalité, et conclut à la violence systématique. En France, les enquêteurs peuvent se rendre sur place. Le premier rapport est publié en janvier 1915 et fera une grande impression en Grande-Bretagne, jusqu’à ce que le rapport Bryce le supplante ¹¹. Tous ces rapports rejettent la réalité d’une levée en masse et affirment que les Francs-Tireurs sont une illusion. Les rapports français accusent le peuple allemand, sa mentalité et son caractère. Par contre, le rapport Bryce n’accuse que le militarisme allemand. Pour le libéral anglais, les massacres viennent de la terreur systématique comme doctrine militaire et non pas de la nature du peuple allemand.

La réponse de l’Allemagne sera son fameux *Livre blanc*. Ce rapport, qui veut prouver la réalité de la levée en masse, émane à la fois du Ministère des Affaires étrangères et du Ministère de la Guerre. La thèse défendue par le *Livre blanc* est celle de l’armée allemande victime d’atrocités belges préméditées et ne concerne pratique-

11 Ce rapport contient certains récits fantaisistes, manque d’esprit critique et exagère certains chiffres; mais il en minimise d’autres (dont ceux relatifs à Dinant). En fait, il est basé sur des témoignages concernant surtout les provinces de Liège et du Brabant. Il sera traduit en trente langues différentes et sera largement utilisé par la propagande, notamment aux USA.

ment que Louvain et Dinant. Or, lorsque l'on compare les fragments qui subsistent de l'investigation du Ministère de la Guerre à propos de Louvain et Dinant et les témoignages repris dans le *Livre blanc*, on constate que tous les témoignages de paniques dans les rangs des soldats allemands ont été supprimés ou tronqués. En fait, le but de ce livre n'est pas d'établir la vérité, mais de répondre aux accusations des Alliés. Il ne fait d'ailleurs pas état des doutes émis en Allemagne même ni de l'inexistence de soldats aveugles ou mutilés. Par contre, il diminue les accusations contre le clergé (von Bissing compte sur l'Eglise belge pour pacifier le pays occupé) : le gouvernement belge reste le principal coupable. Dès lors, même si les doutes augmentent du côté allemand (Bethmann-Hollweg admet la réalité des atrocités en privé), l'impression dominante reste que les accusations alliées sont cyniques et offensantes.

Le *Livre gris* sera la réponse belge au *Livre blanc* allemand. Il s'attache à réfuter le rôle du gouvernement et de la garde civique, réfute aussi la légitimité de telles représailles et publie la liste des morts. Le *Livre gris* accuse clairement l'armée allemande d'encourager la légende des Francs-Tireurs chez les soldats¹².

La compétition entre les deux discours auprès des neutres (Italie, Suisse, USA) sera tout aussi forte. Il s'agit de convaincre à la fois pour que les neutres entrent en guerre ou offrent une aide financière, et pour faire appel à "la conscience du monde civilisé". Autrement dit, la guerre n'est pas seulement une affaire d'intérêt, mais aussi de valeur morale. Gagner la bataille auprès des neutres, c'est se voir attribuer la plus grande valeur morale, se voir confirmer dans la justesse de sa propre cause. Ainsi, tous les belligérants vont se lancer dans une guerre de propagande qui n'est pas simplement un bourrage de crâne ou de la manipulation. Les Alliés semblent avoir gagné cette guerre morale, les destructions des symboles culturels ayant sur les opinions neutres un impact décisif, plus décisif encore que la mort des civils. Le gouvernement allemand tentera de répondre de deux façons : tantôt en réaffirmant la légitimité des représailles et en niant les atrocités, tantôt en contre-attaquant par de nouvelles accusations d'atrocités commises par les Alliés¹³. Mais la position des Allemands était malaisée¹⁴. Ainsi, la guerre des mots n'était pas d'abord une volonté de manipuler les opinions, mais plutôt une redéfinition du sens moral de la guerre pour les belligérants eux-mêmes. Toutes les communautés

12 Passelecq, en effet, avait peur que les analyses de Van Langenhove ne diminuent la responsabilité allemande par une trop grande compréhension.

13 Atrocités commises par les "barbares russes" sur le front de l'Est, affaire du *Baralong*, ce bateau fantôme allié déguisé en navire américain qui coula un sous-marin allemand dont l'équipage fut achevé, etc...

14 En effet, la brutalité allemande d'août 1914 était liée à une stratégie de guerre courte. Or, avec le temps, partout les doutes s'élèvent. La tentative de redoubler l'illusion des Francs-Tireurs se révélera de plus en plus difficile auprès des neutres.

transnationales, d'ailleurs, se déchireront sur cette question. Les auteurs présentent rapidement le cas des socialistes, des catholiques et des intellectuels¹⁵. Partout la loyauté nationale supplantera la communauté de croyance.

La question des atrocités résonnera encore longtemps, bien au-delà de la fin de la guerre, parce que cette question est au cœur de la 'culture de guerre' qui émerge dans les deux camps dès le début du conflit. La plus importante fonction de la 'culture de guerre' est de polariser les identités collectives entre l'identité positive de chaque nation et la diabolisation de l'ennemi. D'un côté, l'adversaire est par définition "atroce", "barbare", c'est-à-dire coupable; donc, à l'inverse, les Alliés sont purs et justes¹⁶. La dénonciation du caractère monstrueux de l'adversaire dénote l'importance de ce dernier au sein de la guerre, bien plus que le crime lui-même. Ainsi, par exemple, le génocide arménien aura moins de place dans l'imaginaire allié parce que ce n'est pas l'Allemagne qui est accusée mais la Turquie. De l'autre côté, la nation s'identifie à ses victimes, selon trois axes : 1° les femmes, les enfants et les familles (y compris les notables); 2° les localités détruites (cf. les innombrables photos de ruines publiées dans la presse); 3° la nécessité de se souvenir de l'invasion (des comités du souvenir se mettent en place). Ces trois dimensions permettent de définir

la communauté nationale en termes de souffrance et d'outrage. Certes, en Belgique occupée, la nécessité de se souvenir est entravée par la censure allemande. La presse clandestine qui se développe ne représente pas toute la réalité belge, loin s'en faut. Cet aspect, d'ailleurs, mériterait une analyse à part entière.

Si la guerre est devenue une lutte du Bien contre le Mal, le sens des atrocités de 1914 va s'éroder petit à petit, même chez les Alliés. A partir des hécatombes de la Somme et de Verdun, le sens du sacrifice se déplace : il s'agit de 'finir' la guerre par la victoire totale. Avec l'offensive allemande de 1918, la peur de l'invasion resurgit et le langage de 1914 réapparaît aussitôt.

La 'culture de guerre', en effet, n'a pas disparu. Au contraire, elle jouera un rôle central dans l'immédiat après-guerre. Le traité de Versailles fut une revanche morale des Alliés sur l'Allemagne. Cette dernière se voit accusée de l'entrée en guerre, de la violation de la neutralité belge, des massacres de civils, etc; bref, à la fois de la guerre elle-même et de la façon de faire la guerre. Mais en plus, elle voit ses plus grands héros militaires (Hindenburg, Ludendorff et autres) traités de criminels de guerre. Le gouvernement républicain allemand, au départ divisé, rejettera le traité de Versailles et les demandes d'extradition des officiers. Les auteurs rendent largement

15 On ne peut évidemment pas tout faire. D'autant plus que la problématique liée à ces 'communautés' internationales dans la guerre est beaucoup plus large que le seul problème des massacres d'août 1914, et mériterait des études à part entière pour interroger les conflits de loyauté vécus par ces 'communautés' prises entre la fidélité aux idées ou doctrines et la fidélité nationale. Les hésitations du cardinal Mercier, remarquablement analysées par Henri Haag, à propos de sa lettre pastorale *Patriotisme et Endurance* en est un bel exemple. Voir à ce sujet, HENRI HAAG, "Les origines de la pastorale 'Patriotisme et Endurance' du cardinal Mercier (décembre 1914)", in *Revue d'Histoire ecclésiastique*, n° 2, 1999 (94e année), p. 436-470.

16 Or, le blocus allié qui met les populations civiles au bord de la famine est discutable...

compte de la position délicate dans laquelle se trouve le gouvernement et les tensions qui traversent l'Allemagne. L'intransigeance alliée favorisera le sentiment d'humiliation nationale en Allemagne. Ainsi, les positions irréconciliables pendant la guerre le demeuraient après l'Armistice. Même le procès de Leipzig, en 1921, qui fut pourtant une occasion de confronter les deux visions de la guerre, fut un échec. Toute investigation 'neutre' de la question des atrocités restait impossible, même si l'indifférence gagnait de plus en plus l'opinion publique.

Toutefois, après l'occupation de la Ruhr de 1923, on assiste à une détente diplomatique et à une certaine démobilisation des esprits, surtout chez les Alliés où les idées pacifistes gagnent du terrain. Désormais, c'est la guerre elle-même qui est accusée. Des auteurs comme Demartial en France ou Ponsonby en Grande-Bretagne répandent l'idée que les populations ont été manipulées par des gouvernements cyniques et que les atrocités allemandes, comme les atrocités alliées, sont essentiellement des produits de la propagande. Leurs analyses des atrocités restent générales, aucun cas précis n'est envisagé. Mais le résultat, c'est que la question des atrocités est discréditée et que les mémoires locales sont marginalisées. D'autant plus que les mémoires de guerre sont dominées par la figure du Soldat au détriment de celle du Civil (moins en Belgique qu'en France, cependant). Par ailleurs, le traité de Locarno inaugure une nouvelle approche des relations

internationales qui vise à réhabiliter l'Allemagne, mais sans réviser le traité de Versailles. Or, la volonté de réconciliation telle que Briand la conçoit implique une politique d'amnésie en ce qui concerne les atrocités. Tout l'entre-deux-guerres, et même au-delà, sera marqué par une marginalisation progressive de la mémoire de 1914, ponctuée par diverses polémiques minutieusement retracées par les auteurs. Citons, par exemple, la publication allemande de 1927, approuvée par le *Reichstag*, qui réitère la thèse des Francs-Tireurs ou les polémiques autour du monument *Furore Teutonicus* de Dinant inauguré en l'absence de représentants de l'Etat et de l'Eglise en 1936.

Du côté nazi, par contre, on assiste à une remobilisation des esprits. Toutefois cette mobilisation est différente de la précédente, puisque les nazis revendiquent la 'barbarie' comme un élément de la culture allemande, comme un symbole de jeunesse, de vigueur et de maîtrise des sentiments. L'influence de la mémoire des atrocités de 1914 sur la Seconde Guerre mondiale est indéniable et reste pour une large part un champ ouvert à la recherche. Les auteurs pointent quelques éléments, comme l'exode massif de 1940 des populations belge et française devant cette nouvelle invasion, la destruction par les Allemands des monuments concernant les atrocités de 1914 (celui de Dinant par exemple), mais aussi la prudence des Alliés par rapport aux informations concernant les exterminations de masse¹⁷. Le tribunal de Nuremberg, à bien des égards,

17 On pourrait ajouter l'utilisation des atrocités de 1914 dans la presse résistante de 1940-1945, comme l'a montré Fabrice Maerten lors du colloque *Les guerres. L'histoire entre mythe et réalité*, Louvain-la-Neuve, 3-5.V.2001.

cherchera à éviter le fiasco de Leipzig. Dans les années 1950, un certain consensus s'établit entre les historiens allemands et belges : le livre de Peter Schöller, l'assistant de Franz Petri, sur les massacres de Louvain est accepté de part et d'autre. Toutefois, il n'aura guère d'impact sur ce qui est devenu un stéréotype : bien des manuels scolaires allemands des années 1970 et suivantes parlent encore de "propagande de guerre" à propos des atrocités...

C'était vraiment une gageure de reprendre la question des massacres de civils d'août 1914, d'analyser les interactions entre réalités et représentations, de retracer l'histoire des polémiques qui ont entouré la question des atrocités tout au long du xx^e siècle. Le résultat est impressionnant : il s'agit d'un grand livre !

Laurence van Ypersele